

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 101 - VENDREDI 1^{er} AVRIL 2010

LE MERLE MOQUEUR

Y a pas qu'au fond de la piscine
Qu'mes yeux sont bleu marine... ●

AGENDA MILITANT

→ 2 Avril

France [Santé en danger, toutes et tous dans l'action et elles y seront aussi](#)

France [Une femme, Une sage-femme !](#)
Saint-Denis [Salon des outils de l'éducation populaire](#)

→ 4 Avril

Paris [Contre débat "Islam et laïcité"](#)

→ 5 Avril

Rennes [Présentation du Collectif Eau et Film Water makes monney](#)

Paris [Les nouveaux indicateurs de richesse](#)

→ 7 Avril

Paris [Esthétique et politique](#)

→ 8 Avril

Gironde [We want sex equality - Projections/Débats](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

- [Lybie, où va-t-on ?](#)

- [Jean-Claude Lefort à Nicolas Sarkozy](#)

→ Débats

- [Foot, classes populaires,](#)

[post-colonialisme](#)

- [Islam et Laïcité](#)

Révoltes arabes

Après quarante ans de stagnation, le monde arabe sort de sa léthargie. Cette région, seule de la planète, n'avait pas connu de changements politiques depuis les années 1970 : les mêmes régimes étaient en place, les mêmes hommes parfois, ou leurs enfants. Alors que l'Amérique latine avait vu la chute des dictatures, que des manifestations avaient emporté les régimes indonésien ou philippins, que le mur de Berlin était tombé, que la vague démocratique avait atteint l'Afrique, le Proche-Orient et le Maghreb semblaient désespérément à l'écart.

Le suicide par le feu d'un jeune Tunisien a suffi à mettre en branle un mouvement, relayé par la télévision satellitaire Al-Jazira qui n'a épargné aucun pays. Au-delà des différences nationales, trois facteurs sont communs à tous les pays : l'autoritarisme de l'Etat qui asservissait le citoyen ; une libéralisation qui avait abouti au pillage du pays par une mafia liée au pouvoir (comme dans la Russie des années Eltsine) et à l'aggravation des inégalités ; une poussée démographique qui porte des millions de jeunes sur le marché du travail. Partout des luttes partielles, notamment ouvrières en Egypte et en Tunisie, avaient préparé le terrain.

Ces mouvements ont fait, partout, preuve d'une grande maturité, insistant sur leur caractère non-violent et sur les revendications unitaires (notamment l'instauration d'un système politique multipartite). Ils ont fait voler en éclats les justifications avancées par les dictateurs – « nous ou les islamistes – et relayées par les gouvernements occidentaux qui ont soutenu pendant des décennies les Ben Ali ou les Moubarak.

Bien sûr, nous ne sommes qu'au début d'un long chemin. Les tâches à accomplir gigantesques, les contradictions entre les forces qui ont conduit le mouvement (notamment sur la question sociale) restent profondes. Nul ne peut sous-estimer les résistances des pouvoirs établis comme en Libye, ni les retours en arrière ponctuels. Mais une page est désormais tournée, les peuples arabes sont devenus à nouveau des acteurs de leur destin.

● ALAIN GRESH*

*Animateur du blog [Nouvelles d'Orient](#), auteur de *De quoi la Palestine est-elle le nom ?* (Les liens qui libèrent), 2010.

Unité, radicalité, novation : les défis de la refondation d'une gauche de rupture

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) tient ce week-end une coordination générale. Entretien avec Clémentine Autain, l'une de ses animatrices.

Quelle est votre appréciation concernant les récents événements internationaux ?

Les révoltes du monde arabe et les drames du Japon bouleversent les certitudes de la pensée dominante occidentale. Le choc des civilisations a du plomb dans l'aile, et c'est heureux. Alors qu'ils étaient perçus comme une menace pour le « progrès », les peuples du Maghreb et du Machrek, à forte implantation musulmane, portent les exigences de démocratie et de liberté. Ils revendiquent la dignité et une vie décente. Je fais le pari que ce bouleversement qui modifie les représentations dominantes aura également des répercussions positives dans notre pays. Ce que ces révolutions remettent en marche, c'est l'idée qu'un mouvement massif, populaire, peut changer l'ordre des choses. En Tunisie et en Egypte, ce qui paraissait impossible est advenu : les dictateurs sont déchus. Evidemment, la transformation de la société ne suit pas d'un coup d'un seul. Les difficultés et les possibilités de *backlash* peuvent nuire à l'élan transformateur, et des contre-révolutions sont possibles. Mais ce qui se produit en profondeur dans ces sociétés est, à terme, éminemment bénéfique. Nous devons apprendre de ces révolu-

tions et tisser des liens politiques dans la durée.

Le cas de la Libye fait froid dans le dos. Un peuple en légitime insurrection qui se trouve massacré par un fou dangereux, c'est insupportable. La réponse internationale n'est pas simple à construire. En règle générale, je suis contre le droit d'ingérence, notamment parce que j'ai la conviction qu'il ne permet pas d'apporter une réponse émancipatrice et qu'il est souvent contre-productif, comme l'a

Ce que ces révolutions remettent en marche, c'est l'idée qu'un mouvement massif, populaire, peut changer l'ordre des choses. En Tunisie et en Egypte, ce qui paraissait impossible est advenu.

montré le cas emblématique de l'Irak. En même temps, nous avons le devoir d'aider le peuple libyen. Le cadre de l'ONU offre des possibilités pour prendre des initiati-



Photo : www.mariehelene-leny.fr
<http://femmesenmouvement.over-blog.com/>

ves dans ce sens. Mais s'enliser dans un conflit guerrier serait sans issue.

A l'autre bout du monde, le Japon interpelle le modèle de développement qui est le nôtre. La mort massive, la destruction, c'est effroyable, glaçant, presque irréel. Or, une part substantielle de la catastrophe relève de la responsabilité humaine : le nucléaire. Il faut tirer les leçons des manquements et des choix qui conduisent à une telle catastrophe nucléaire, comparable à Tchernobyl. C'est décisif pour prévenir un nouveau désastre. La solidarité à l'égard des Japonais doit s'accompagner d'un débat digne de ce nom sur le nucléaire, débat qui mériterait de se clore par un référendum. Pour ma part, je ne crois pas au risque zéro avec les centrales nucléaires. A Fukushima, le risque sismique a été anticipé mais pas sa conjugaison avec le tsunami. ●●●

●●● La technologie la plus avancée et les normes de sécurité les plus strictes ne constitueront jamais une garantie absolue face à toutes les catastrophes naturelles possibles, aux éventuels actes terroristes, à l'erreur humaine. Du coup, plus il y a de centrales, plus il y a de risques. Réduire leur nombre, en commençant par fermer les plus anciennes qui sont les moins sûres, me paraît un objectif raisonnable pour la sécurité. La transition écologique nécessaire suppose une maîtrise à 100 % publique de la production d'énergie et une planification dans le temps, avec un objectif : la rupture dans notre consommation d'énergie. Car il n'y a pas de sortie de crise sur ce terrain sans un changement radical de nos comportements et de notre modèle de développement pour réduire la masse matérielle des choses produites dans les pays les plus riches, diminuer les transports de marchandises en s'attendant notamment à la relocalisation de la production. Il faut bien avoir conscience que le consumérisme propre à nos sociétés est consubstantiel au besoin du capital de s'accroître. Le capitalisme favorise l'ère du jetable, du « tout marchandise », du gaspillage. On ne s'en sortira pas avec un capitalisme vaguement repeint en vert. Enfin, l'accès universel à l'énergie appelle des efforts de recherche et un développement considérable de la production d'énergies renouvelables.

Et concernant la situation politique en France ?

Nicolas Sarkozy est à la ramasse, et c'est tant mieux. Je me demande même comment la droite au pouvoir va tenir pendant encore un an... Mais ne nous voilons pas la face : le rejet de l'UMP, aussi puissant soit-il, ne signifie nullement l'adhésion véritable à gauche. Tout comme la crise du capitalisme ne crée pas mécaniquement un grand mouvement social et politique rassemblant une majorité pour la transformation sociale et écologique. Mais le potentiel est là. On sent l'exaspération galopante dans la société, le divorce consommé entre le peuple et les élites, la crise de légitimité des pouvoirs en place. L'abstention massive traduit une contestation qui s'aiguise. Et,

aujourd'hui, le FN est pour une part le réceptacle de la désespérance. A nous d'être à niveau, crédibles et désirables, capables de porter une espérance.

La politique telle qu'elle se donne à voir est davantage celle des sondages, des petites phrases et du casting que celle d'une confrontation d'idées, de choix lisibles entre différentes voies possibles pour l'avenir. Nous sommes dans une temporalité beaucoup trop courte. Ce qui rend la politique sans odeur ni sa-

Le parti pris des ruptures à gauche me semble décidément la seule issue. Du travail de renouvellement dépend pour une grande part notre possibilité à être audible auprès du plus grand nombre pour contribuer à ce que le peuple se fédère.

veur, c'est ce sentiment diffus que les marges de manœuvre n'existent plus. Le poids des contraintes, notamment avec la globalisation, semble avoir asséché le champ des possibles, étouffé l'imagination, assombri l'avenir. Les plans de rigueur apparaissent comme inéluctables : tous les gouvernements en Europe, de droite comme de « gauche », ne les mettent-ils pas en oeuvre, avec la bénédiction active du FMI ? Le parti pris des ruptures à gauche me semble décidément la seule issue. A condition qu'il s'articule avec un effort inédit sur le terrain de la novation, de forme et de fond. De ce travail de renouvellement dépend pour une grande part notre possibilité à être audibles auprès du plus grand nombre pour contribuer à ce que le peuple se fédère.

Quel bilan tirez-vous des élections cantonales ?

Le fait le plus marquant, c'est l'abstention. Près de 56 % des inscrits sont allés à la pêche. On bat tous les records,

même celui de 1988 où l'abstention avait atteint 50,8 %. En 2004, lors d'élections concernant la même série de cantons, l'abstention s'élevait à 33 % au premier tour. En 2008, elle atteignait 35 %. Le cru 2011 affiche donc plus de 20 % d'abstention supplémentaire, et le fait que cette élection ne soit pas couplée à une autre couvrant tout le territoire national ne suffit pas à expliquer ce qui constitue une tendance de fond. Le tableau sorti des urnes confirme de façon cinglante la crise de légitimité des institutions. Bien sûr, les quartiers populaires sont les premiers à connaître la désertion des urnes : en Seine-Saint-Denis, par exemple, une commune atteint le chiffre stupéfiant de 75 % d'abstention. Mais le décrochage ne concerne plus seulement les catégories populaires. La désaffection traverse la société : la politique, les institutions censées la faire vivre, n'apparaissent plus comme des lieux privilégiés, opérationnels pour modifier les conditions de vie du plus grand nombre. La « vague Mme le Pen » vient confirmer ce mouvement car les motivations du vote FN puisent dans cette critique des classes dirigeantes jugées inaptes à régler leurs difficultés. Le point commun du vote FN et de l'abstention, c'est l'absence de confiance dans l'avenir. Or une perspective optimiste est impensable à l'intérieur d'une logique gestionnaire « classique ». La dynamique de premier tour est ainsi doublement fondamentale, pour mobiliser à gauche et pour conforter l'esprit de rupture-transformation.

A ces cantonales, le pouvoir en place s'est pris une raclée. Mais le PS n'a pas vraiment emporté la mise. Les scores du Front de gauche sont en revanche relativement encourageants. Or, les médias l'ont peu relevé, ne prenant pas la mesure du rapport de force qui semble s'installer à gauche, et dans lequel ce pôle de la transformation sociale ne fait pas de la figuration ! Sans doute le PCF n'a-t-il pas aidé à cette prise de conscience en validant une présentation séparée des résultats (à la télé et dans les journaux, on pouvait voir le gros des voix accordées au PCF et un tout petit pourcentage pour PG, ce qui est absurde). Il est aussi symptomatique que les duels ●●●

●●● Verts-PS *versus* Front de gauche aient majoritairement été gagnés par ce dernier, que beaucoup auraient pourtant parié perdant. Surtout, les dynamiques les plus unitaires, rassemblant les forces du Front de gauche, la FASE, le NPA et d'autres collectifs militants tirent leur épingle du jeu. Dans le Limousin, par exemple, c'est une vraie réussite, et en Seine-Saint-Denis les gains ne sont pas négligeables. Tout cela me conforte dans l'idée que, pour 2012, des candidatures de large unité de tout l'arc des forces de l'autre gauche, incluant le NPA, serait la meilleure configuration pour bousculer la donne politique.

Comment avancent les discussions avec le Front de gauche ?

Depuis des mois, nous attendons un texte destiné à vérifier la possibilité d'un accord politique. Dans le même temps, différents appels de personnalités et militants issus de la société civile ont interpellé le Front de gauche sur la nécessité de dépasser le cartel d'organisations pour permettre l'adhésion individuelle. Cette préoccupation est également portée par la FASE. La non réponse du Front de gauche à notre lettre adressée fin décembre nous est apparue contradictoire avec les intentions affichées d'élargissement. Cela veut dire qu'il y a des réticences à réaliser la transformation et l'élargissement du Front de gauche, à considérer comme centraux les défis du pluralisme et de l'implication populaire. D'un côté, le PCF semblait faire blocage par crainte d'être débordé sur la question de la nouvelle force et par volonté de réaliser un accord politique pour les législatives. Par ailleurs, certains estiment que des différences ou des désaccords - sur le rapport à l'Etat, à la République, à la laïcité, à la forme parti... - forment un clivage difficile à dépasser pour faire dynamique politique commune. Sans doute faut-il y voir aussi un symptôme des difficultés de cohérence stratégique internes au Front de gauche, illustrées par la séquence de la péniche dans l'entre-deux-tours des cantonales avec Martine Aubry, Cécile Duflot et Pierre Laurent jouant la photo de la gauche plurielle quand Jean-Luc Mélenchon voulait, par

son absence, marquer une indépendance. Mais une bonne surprise vient d'arriver : le Front de gauche a adopté jeudi soir un texte d'accord pour les présidentielles et les législatives. La visée stratégique est claire : « nous voulons incarner à gauche une ambition politique qui réponde aux attentes populaires et soit en rupture avec les logiques imposées par les marchés financiers (...) Nous voulons faire de l'intervention populaire la force motrice de la construction d'une véritable alternative ». La planification écologi-

Il y a des réticences à réaliser la transformation et l'élargissement du Front de gauche. Ce qui se joue, c'est la possibilité de construire un cadre politique ouvert, propulsif, refondant les liens entre le social et le politique et suscitant une forte implication citoyenne.

que, la mise en route d'une assemblée constituante et la libération du carcan du traité de Lisbonne forment des engagements forts. Du point de vue du rassemblement, le texte porte des clarifications substantielles : il est proposé d'ouvrir le débat sur les formes d'association à la démarche du Front de gauche qui pourraient par exemple « prendre la forme d'Assemblée citoyenne du Front de gauche ». De plus, le PCF, le PG et la GU disent ensemble être « favorable à s'élargir à des formations politiques qui partageraient les orientations stratégiques qu'il propose et les grandes lignes de son programme ». C'est sur cette base que le Front de gauche « répondra aux organisations qui demandent à construire ce rassemblement ». La porte s'ouvre. C'est une avancée. Mais nous attendons avec impatience les actes pour que les intentions se traduisent dans le réel. Il serait contre-productif que d'autres forces poli-

tiques et citoyennes servent uniquement d'appoint à un dispositif stratégique et programmatique construit dans le cadre du seul cartel constitué par le Front de gauche actuel.

A côté des convergences et des alliances possibles pour des dynamiques politiques, comment faire avancer le projet de création d'une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique fédérant toutes les sensibilités de l'autre gauche ?

Nous sommes encore dans une phase de décomposition, prélude à la recomposition. Face aux urgences sociales et démocratiques, j'enrage que ce travail n'aille pas plus vite. Parfois, les atermoiements et les échecs peuvent décourager. Mais sur la longue durée, il n'y aura pas de raccourci : la recomposition est la condition sine qua non pour que l'autre gauche ne soit pas marginalisée, balayée du champ politique. J'ai la conviction que, tôt ou tard, nous y arriverons. Il est normal que la refondation d'une gauche en rupture avec l'ordre dominant ne se fasse pas si facilement. Souder autour d'une proposition politique nouvelle et cohérente des traditions et des cultures politiques différentes, éclatées, qui se sont souvent combattues, n'est pas évident. Dépasser les clivages anciens nécessite du temps. Songeons par exemple, pour prendre l'échelle de l'histoire, qu'il a fallu quelques décennies à Jean Jaurès et ses amis pour réunir cinq courants politiques et créer la SFIO. En outre, digérer les expériences, parfois dramatiques, souvent décevantes, de la gauche au XX^e siècle, exige du recul et du travail. Nous ne partons pas de rien mais la stratégie de transformation est sérieusement impactée par les certitudes du XX^e siècle mises à mal dans le réel. Enfin, le monde change, vite. Je crains que nous n'en prenions pas suffisamment la mesure.

Alors, comment favoriser l'émergence de la nouvelle force ? En construisant inlassablement des passerelles et en favorisant l'expérimentation commune. Sans oublier une tâche, à mes yeux essentielle : repenser, de l'intérieur des mouvements et sans s'en tenir à une ●●●

●●● approche uniquement contestataire, les termes de l'alternative. L'unité est un objectif majeur mais elle ne peut tenir lieu de projet politique. Ce que nous avons à construire, c'est une représentation partagée du monde d'aujourd'hui, des mots neufs pour exprimer nos utopies concrètes, des formes nouvelles pour produire de la politique au XXI^e siècle. Pour tout dire, je me méfie des raccourcis qui reviendraient à s'asseoir sur l'essentiel de ces enjeux au nom de l'urgence sociale et politique.

La FASE tient ce week-end une coordination générale. Qu'en attendez-vous ?

D'abord, nous devons apprécier collectivement le texte d'accord du Front de Gauche. Ensuite, nous avons un texte d'orientation à valider : c'est un moment important de vérification de nos bases communes. Enfin, nous avons à consolider notre espace. Les intuitions qui ont prévalu à la fondation de la FASE sont toujours aussi pertinentes – l'unité de tout l'arc des forces, un dépassement de

la césure classique entre social et politique, l'articulation du rouge et du vert, la recherche de formes nouvelles d'agrégation politique. Nous n'avons pas voulu être une organisation de plus mais jouer un rôle de passerelle. Comment pouvons-nous accroître notre utilité dans la séquence qui s'ouvre ? C'est la question centrale dont nous devons débattre.

● ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR GILLES ALFONSI

TRIBUNE

Communiqué de l'ASEFRR

Une belle journée : Solidarité, dignité, refus de l'exclusion, du mépris

Samedi 26 mars de 10 h à 17 h, à l'occasion de la journée « Essonne Verte, Essonne propre », organisée par le Conseil général de l'Essonne, les habitants du Bidonville de Moulin Galant situé sur les communes d'Ormy, de Villabé et de Corbeil et l'Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines, Roms ont organisé une grande opération de nettoyage solidaire, éco-citoyenne, au Bidonville de Moulin Galant sur la route d'Ormy. Ce bidonville étant situé sur un terrain appartenant au Conseil général de l'Essonne.

Par cette action nous entendions protester contre le fait que les autorités responsables n'assurent plus, depuis des mois, la collecte des ordures ménagères. C'est inadmissible, scandaleux. Cela met en danger des personnes, des enfants. Devant cette incurie, au vu de l'état dé-

plorabile du bidonville, les familles Roms et l'ASEFRR ont décidé d'en appeler au bon sens, au respect, au devoir des collectivités en organisant cette journée solidaire ce 26 mars.

Ce fut une belle journée de solidarité, de dignité, de refus de l'exclusion, du mépris. Une journée qui devrait compter, une journée qui a déjà des résultats puisque vers 15h30 nous apprenions que le président de la Communauté d'agglomération d'Evry, monsieur Manuel Vals, prenait enfin des dispositions pour faire enlever les sacs poubelles, dès lundi matin. Une nouvelle saluée par des applaudissements. Un encouragement qui a redonné du cœur à l'ouvrage alors que la fatigue de cette journée intense se faisait déjà sentir.

Plus de 2000 sacs poubelles ont été remplis, déposés le long de la voie publique. 1600 sacs avec le logo du Conseil

général, plus les sacs achetés en cours de journée. Un travail incroyable, fait en quelques heures, avec l'énergie de la solidarité, de la fierté, avec l'énergie communicative des amis roms qui, par dizaines, se sont dépensés sans compter.

Une action menée avec plus de 50 amis de l'Association de Solidarité en Essonne aux Familles Roumaines, Roms. Nous avons eu la présence du Républicain, du Parisien, d'Essonne info, de Télé-essonne, du Journal du NPA, de journalistes pigistes. D'autres nous ont contactés. Les amis roms ont pu expliquer à la presse, comment depuis six mois, depuis qu'il ne leur était plus mis de benne à disposition, le bidonville se transformait en cloaque. Comment cela leur faisait honte, comment dès lors qu'ils essayaient de sortir des sacs de déchets, de les mettre à disposition des services d'enlèvement, en bordure de voie publique, la ●●●

●●● police locale venait le leur interdire. Comment quand ils essayaient de les déposer dans les tranchées creusées, à proximité, par la mairie de Corbeil, ils avaient les mêmes visites d'intimidation, d'interdiction. Quand ils essayaient de brûler ces ordures, la police venait aussi l'interdire au nom de la sécurité.

Contre ces refoulements, ces assignations manoeuvrières à vivre dans la crasse, parmi les ordures, les amis roms ont relevé la tête. Ce samedi soir l'épuisement se lisait sur les visages, mais ce qui régnait c'était la joie, la fierté.

Avec eux, nous avons pu dire à la presse notre colère de voir ainsi traiter des personnes, des enfants. Nous avons pu dire que nous avons les mêmes exigences d'enlèvement des ordures ménagères à Sainte Geneviève des bois, à Ris Orangis, à Massy. Là où malheureusement des élus pratiquent les mêmes méthodes attentistes et « d'oubli » de ces populations.

Nous avons rappelé que le Conseil général est propriétaire de ce terrain, que nous espérons vivement, depuis des mois, de cette instance, une dératisation qui se fait urgente, la mise à disposition de toilettes, un appui auprès des familles, le développement sérieux d'un travail départemental commun, timidement commencé, mais loin du compte, loin des besoins. Nous souhaitons un engagement sérieux sans méthodes dilatoires.

Nous verrons la suite, mais, visiblement, notre journée a porté, cette action a été entendue, nul ne peut l'ignorer. La rangée des 2000 sacs poubelles entassés,

sur 100m, fait une visibilité incontournable, contre toutes les cécités politiques administratives, contre les mépris et préjugés.

Alors, quand en fin d'après-midi, vers 17h, la police municipale est venue tenter de les intimider à nouveau, les provoquer, quand, ensuite, des élus de Corbeil sont venus pleins de hargne, de morgue crier au scandale, «à la manoeuvre anti-Corbeil », avec les Roms nous avons fait face avec l'assurance d'être dans le bon droit. Il nous était facile de leur faire remarquer que jamais ils ne s'étaient inquiétés de la situation des 290 personnes qui vivaient parmi ces immondices.

Les gendarmes présents ont fortement contribué à calmer ces excités. Ils ont fait constater qu'il n'y avait aucune entrave à la circulation, que les Roms, les amis de l'association, se comportaient calmement. Devant la tranquille détermination des Roms, devant l'échec de leurs provocations, ces élus, la police municipale sont partis vers 20h...

Dès lundi matin, comme nous l'avions prévu, nous nous adresserons, au nom de l'ASEFRR, aux élus des communautés d'agglomération et de communes d'Evry et de Val d'Essonne, pour que l'enlèvement des ordures se poursuive régulièrement, pour que des bacs à ordures soient mis à disposition comme il se doit, pour obtenir une benne à ordures pour les plus gros déchets. Nous saisirons à nouveau le Conseil Général pour une dératisation, pour des toilettes, pour un groupe de travail..

Nous saisirons aussi les élus de sainte

Geneviève des Bois, de Ris Orangis, de Massy, pour qu'ils fassent de même et organisent le ramassage des ordures aux différents squats et bidonvilles sur leurs communes et cessent d'ignorer ces exclusions, cette misère.

Merci à Elisabeth, présidente départementale du Secours catholique.

Merci à toutes celles et ceux qui sont venus. Merci à ces amis qui sont venus dire leur solidarité bien que ne pouvant s'attarder. Merci à Bruno Piriou, conseiller général, qui est venu nous soutenir dès le matin. Merci au MRAP, à la LDH, à l'ADGVE, à ATTAC, aux amis de l'Observatoire Citoyen du Centre de Rétention pour étrangers de Palaiseau...

Merci à Théodore....

Merci aux militants de diverses organisations politiques, PCF, PG, NPA, Verts, PS, FASE ...

Amicalement, solidairement....

● SERGE GUICHARD

Président Association de Solidarité en Essonne aux Familles Roms, Roumaines.

Notre association intervient dans une quinzaine de squats et bidonvilles de l'Essonne.

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr

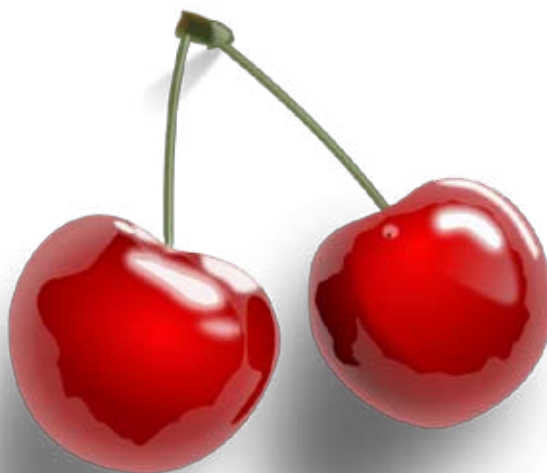
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant



**Faites passer les Cerises
à votre famille, vos amis
vos collègues.**

Pour recevoir l'hebdo :
un mail à

cerises.contact@gmail.com



www.cerisesenligne.fr

Echec de l'alliance EE-PS dans le 93 et le 94. Peu de commentaires ont été faits dans les grands médias sur le bilan de la concurrence entre l'alliance PS – Europe Ecologie-les Verts et les candidats du Front de gauche, allié parfois à la FASE et à d'autres forces, en Seine-Saint-Denis et dans le Val de Marne. En Seine-Saint-Denis, le candidat EEV-PS a gardé le siège de Stéphane Gatignon, transfuge du PC, mais les candidats écologistes ont été devancés à Saint-Denis (par Florence Haye, sortante PCF, soutenue par le Front de gauche et la FASE) et à Montreuil (par Bélaïde Bedreddine, PCF, le sortant était PS). Par ailleurs, Jacqueline Rouillon, sortante présentée par le Front de gauche et la FASE, a battu sèchement le candidat de droite à Saint-Ouen (54,15 %). Dans les trois cantons du Val de Marne où un candidat du Front de gauche affrontait un candidat EEV maintenu au second tour, le premier a été victorieux, avec des scores très nets : de 61,8 % à 73,5 %. Au total, chacune des deux Assemblées départementales compte un Conseiller général EEV, soit le même nombre qu'avant le scrutin, alors que le nombre d'élus EE a doublé au plan national. Le PS, lui, en sort affaibli : il perd deux sièges en Seine-Saint-Denis (3 perdus, 1 gagné) et un siège dans le Val de Marne. En Seine-Saint-Denis, le groupe avec les élus du Front de gauche et de la FASE passe de 12 à 13 élus, contre 16 au groupe PS-EE (au lieu de 18) et 11 à la droite (contre 10). Dans le Val de Marne, le groupe Front de gauche gagne un élu (au détriment du PS).

Négawatt 2011 en préparation. Dans *Politis*, Thierry Salomon, président de l'association Négawatt explique notamment : « *Avant tout, il faut mettre les choses sur la table. Nous passons beaucoup de temps à expliquer qu'une sortie du nucléaire, malgré l'émotion actuelle, n'est pas le sujet central : ce que le débat doit aborder, ce sont les conditions d'une transition répondant aux défis énergétiques, climatiques et sociétaux de 2050. La sortie de l'atome en sera une conséquence éventuelle. S'enfermer dans un affrontement dual – le nucléaire oui ou non – nous conduira à des échanges réducteurs* ». Il annonce la parution dans quelques mois d'une version actualisée et approfondie du Scénario Négawatt destiné à proposer un projet pour un « *avenir énergétique sobre, efficace et renouvelable* », incluant de nouvelles dimensions : « *Nous dépassons le stade des gains par secteurs (...) pour apporter un regard plus structurel : comment maîtriser l'extension de l'urbanisme – à quoi bon des maisons très basse consommation s'il faut à la famille deux voitures pour aller travailler ? Comment répartir et gérer les surfaces disponibles si l'on envisage une forte croissance de la biomasse pour les usages énergétiques ou les isolants thermiques naturels ? Que faire des routes et des parkings si l'on veut y réduire drastiquement la place de la voiture ? Comment répondre aux besoins et adapter les réseaux énergétiques à l'intermittence des renouvelables ?* ».

Casier psychiatrique. Depuis que Nicolas Sarkozy a « *demandé la fermeture des établissements psychiatriques et le durcissement de l'internement d'office des malades, désormais considérés comme potentiellement dangereux (...), les*

portes des hôpitaux se referment ». L'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale, le 22 mars, d'une réforme de la loi de 1990 sur les hospitalisations sans consentement « *parachève le virage sécuritaire imposé par les pouvoirs publics à la psychiatrie publique* ». Et pourtant, « *Les effets de cette politique viennent d'être mesurés par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté, une personnalité indépendante qui visite inopinément les hôpitaux psychiatriques. Dans un avis publié le 20 mars, Jean-Marie Delarue constate que les levées d'internement d'office ne sont plus accordées qu'au compte-gouttes. Tout se passe comme si, malgré les soins prodigués, le patient reste considéré comme "aussi dangereux pour lui-même ou autrui qu'au jour de son hospitalisation". Comme dans un mauvais film sont retenues en psychiatrie "des personnes dont l'état, attesté par les médecins, ne justifie pas qu'elles y soient maintenues contre leur gré". (...) L'instauration d'un fichier des antécédents médicaux des malades - véritable "casier psychiatrique", selon les psychiatres - et le durcissement des conditions de sortie des personnes internées ont achevé de catalyser l'opposition au projet de loi. La psychiatrie attendait une réforme sanitaire, elle voulait soigner plutôt qu'enfermer. La voilà confrontée au retour du refoulé asilaire* » (Cécile Prieur, dans *Le Monde* du 30 mars 2011).

Les soirées thématiques "Penser la révolution"

communistes unitaires

social, politique, institutions, quels nouveaux rapports ?

mercredi 13 avril de 18h à 21h
au centre des congrès Agora à Aubagne

avec la participation de **Pierre Zarka**, directeur de l'Observatoire du Mouvement de la Société, (OMOS) et animateur de l'association des Communistes Unitaires, auteur d'un nouvel ouvrage « *Osons la vraie rupture* », et de **Nicole Edith-Tévenin**, philosophe, psychanalyste, intervenante à l'OMOS et auteur de l'ouvrage « *Le Prince et l'hypocrite* ».

www.communistesunitaires.net

Sondages : Clémentine Autain talonnée par Maxime Gremetz

Dans la moisson de sondages parus ces dernières semaines, celui commandé par *Cerises* à la filiale (non nationalisée) de l'Observatoire des Mouvements de la Société (OMOS) risque de faire parler de lui dans la blogosphère politico-médiatique. Selon cette enquête, si le 2^e tour de la présidentielle avait lieu aujourd'hui, Clémentine Autain serait largement élue (58 %) face à Maxime Gremetz, mais serait, comme au 1^{er} tour, talonnée par lui. Ce sondage fait ressurgir le spectre d'un 21 avril à l'endroit. Le député communiste de la Somme, pourtant en froid avec son parti et le président de l'Assemblée nationale, confirme donc sa remontée spectaculaire, liée à sa cote de populisme. Au rythme de trois déplacements par semaine et d'esclandres, la stratégie de Maxime Gremetz qui mise sur le terrain et des histoires de voitures de fonction (dont la sienne) est donc payante. Selon notre enquête, Gremetz bénéficie cependant partiellement du report des voix du 1^{er} tour du PCF (7,46 % contre 1,93 % en 2007), incarné par le sympathique Auvergnat André Chassaigne, sous l'étiquette « France, Terre de gauche. »



Autain : 57,9 %



Gremetz : 42,1 %

La discrétion médiatique de Clémentine Autain ne serait que temporaire. A partir du 1^{er} mai et à l'occasion du grand pique-nique républicain et populaire organisé Place de la Concorde (future Place de la Révolution) par le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon sur le thème « Casse-toi de là », Autain devrait repasser à la contre-offensive médiatique.

Alors qu'on ne donnait pas cher de l'hypothèse Autain, il y a quelques mois, voilà donc la candidate de « La Gauche digne de ce nom », en voie d'être propulsée à la tête de l'État. Ce qui a fait dire à l'un de ses lieutenants : « On va devoir l'aider, rapport aux réunions du G 20 et aux problèmes de la viticulture. » Clémentine Autain est actuellement soutenue par une nébuleuse (PG, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Unitaires du NPA, Unitaires de la Gauche Unitaire, Communistes unitaires, Alternatifs dans le continu), par « France, Terre de Gauche » ainsi que par Geneviève de Fontenay et trois journalistes de France Inter.

Rappelons que sa présence impromptue au 1^{er} tour a succédé au retrait de Jean-Luc Mélenchon, dû officiellement à sa volonté de se « consacrer davantage à l'action hors des institutions. » L'ex-ministre, qui aurait pu pantoufler le reste de sa vie en menant un train de sénateur socialiste, avait eu le courage de quitter ses petits camarades du PS pour faire sa gauche à lui. En réalité, le charismatique Jean-Luc Mélenchon avait dû raccrocher provisoirement les gants, car tombé dans un guet-apens tendu par des journalistes au service du pouvoir, ayant organisé une expédition punitive à son intention. Ces derniers, ne supportant plus de recevoir dans leur « petit cerveau » une gauche intellectuelle qu'ils abhorrent, avaient chacun envoyé, avec la bénédiction d'intégristes religieux, plusieurs droites à la figure du leader du PG, candidat potentiel et probable du Front de gauche. Résultat : plusieurs mois d'ITC (Interruption Temporaire de Campagne) pour JLM.



Jean-Luc Mélenchon agressé par une meute de journalistes dans le Jura. Sur le cheval, un agent du tsar Nicolas 1^{er}.

Photo : Gustave Courbet

À l'heure où nous écrivons ces lignes, Jean-Luc Mélenchon devrait lancer depuis son lit d'hôpital et à l'instar de Jacques Chirac en 1976, l'appel dit de Cochin 2, appelant à se rassembler autour de Clémentine Autain pour sauver la République en danger.

Rappelons que le sondage de 1^{er} tour, plaçait Eric Zemmour, candidat de la Nouvelle droite devant Marine Le Pen et que François Hollande, pâtissant de son image de gestionnaire du capitalisme, avait été éliminé du second tour. Nous vous donnerons prochainement les résultats de nos enquêtes sur les futures élections législatives et sur les poissons radioactifs de la centrale nucléaire de Fukushima.

● PHILIPPE STIERLIN